

Le pouvoir religieux

Jacques Grand'Maison

Number 5, 1988

Le pouvoir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/16295ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Productions Ciel Variable inc.

ISSN

0831-3091 (print)

1923-2322 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Grand'Maison, J. (1988). Le pouvoir religieux. *Ciel variable*, (5), 40–43.



Depuis un bon moment, je m'interroge sur la spécificité du pouvoir religieux par rapport aux autres types de pouvoir qui se sont multipliés dans la société démocratique, sécularisée et pluraliste. Aucune analyse sociale, même la plus pragmatique, ne peut éviter une telle clarification. On s'en remet la plupart du temps à des repères trop simples pour rendre compte de la complexité de nos sociétés modernes.

Telle la séparation entre l'Église et l'État, telle l'identification souvent nominale de pouvoirs rattachés aux principales institutions de la société: gouvernements, patronats, syndicats, médias, universités et élites culturelles, églises, etc. On ne peut plus penser le pouvoir comme un en soi et dans des termes aussi formels, sans compter le fait que le pouvoir lui-même est soumis à une culture critique qui en interroge non seulement les sources, les mécanismes, les modes d'exercice, les objectifs, les intérêts, les légitimations idéologiques, mais aussi les raisons d'être.

POUVOIR RELIGIEUX OU POUVOIR DU "RELIGIEUX"?

Le pouvoir religieux n'est pas un monde à part, même dans la société sécularisée. Le retour actuel du sacré s'accompagne de phénomènes qui ne sont inattendus qu'en surface. Une conscience historique un peu avertie ne saurait être surprise d'un certain ressaisissement du politique par le religieux, après la faillite des grandes idéologies politiques qui ont souvent fonctionné comme des substituts du rôle fondateur d'Ordre exercé historiquement par la religion.

L'anthropologie nous a assez alertés sur l'importance capitale du tandem Ordre-Chaos pour nous aider à comprendre la réémergence tantôt explicite, tantôt occulte, du religieux dans les sociétés sécularisées, par exemple à travers les tendances néo-conservatrices. Le fameux virage à droite a été peu analysé à ce niveau de profondeur. La peur du chaos, l'aurions-nous oublié, est un des réflexes intellectuels et collectifs les plus profonds.

Le sentiment de vivre dans une situation chaotique grandit chez un bon nombre de citoyens d'ici et d'ailleurs, devant une multiplication de problèmes perçus comme insolubles et angoissants: terrorisme, sida, dénatalité, crise monétaire internationale, endettement «insolvable» du tiers monde, spectre nucléaire, ruptures de tout l'équilibre écologique de la planète, éclatement des repères stables de morale, d'autorité, de cohésion sociale.

Peter Berger a montré que «*la religion se présente, à travers toute l'histoire humaine, comme le plus efficace des remparts contre l'anomie*», c'est-à-dire l'éclatement des normes, de tout ordre social, bref le chaos. Ce qui l'amène à expliquer, dans ces termes, le nouvel ordre *crypto-sacral* et intouchable que les révolutionnaires instaurent après avoir conquis le pouvoir sur les ruines de l'ancien régime.

Religieux

**La peur du chaos,
l'aurions-nous oublié,
est un des réflexes
individuels et collectifs
les plus profonds.**

Au moment où «*tout le système occidental est ébranlé jusque dans ses valeurs les plus centrales, celles de la raison, du progrès et de l'autonomie de l'action humaine*» (Danièle Hervieu-Léger), l'anti-modernisme traditionnel de l'Église catholique prend alors l'allure d'une critique post-moderne à l'avant-garde de l'histoire. Est-ce bien le cas? Il faut sonder ici une contre-hypothèse. Notre propre aventure historique au Québec en sera un lieu privilégié de vérification.

EXIL D'UN POUVOIR OU EXIL D'UNE RELIGION?

Chez-nous, la chrétienté cléricale n'a éclaté que tout récemment, et le souvenir d'un pouvoir politico-religieux reste frais à la mémoire. La plupart des Québécois sont «sur la défensive» dès que l'Église intervient dans une ligne de pouvoir, même dans le respect des médiations démocratiques. On a toujours en tête, à tort ou à raison, la situation de pouvoir quasi-monopolistique de l'Église et de ses chefs religieux au cours du siècle qui a précédé l'avènement d'une nouvelle société laïque au Québec dans la décennie 60.

Certes, il n'y a pas eu chez nous de guerre de religion, mais la querelle des «anciens» et des «modernes» s'est déroulée autour du spectre cléricale qui aurait enfermé la société dans des cadres sociaux et mentaux de type rural, dans des villages à frontière fermée. Les parents, les enseignants, les commissaires d'école et les maires n'étant que des courroies de transmission du pouvoir des curés, comme l'était le pouvoir des députés sous la coupe de l'épiscopat.

Duplessis, qui semblait asservir les évêques, n'en empruntait pas moins les postulats du pouvoir religieux de la chrétienté. À témoin son discours de 1949, au temps de la célèbre grève d'Asbestos: «Le problème n'est pas de réformer, mais de rétablir l'ordre. Les inventions modernes n'ont pas changé un seul grand principe. Le soleil se lève toujours à l'est. La tradition et la morale restent les mêmes» (Le Devoir, 9 juin 1949).

Le pouvoir n'est pas un phénomène en soi; il est en relation avec la culture, l'organisation sociale et économique, avec les valeurs et les motivations d'une société et aussi avec ses références ultimes. Dans la mesure où c'est tout cet ensemble de données du réel qui ont évolué dans un sens laïque, les tenants du pouvoir religieux ne pouvaient qu'être marginalisés, ainsi que leur influence sur les institutions et sur le peuple lui-même. Seule l'école confessionnelle a résisté à cette profonde mutation... mais pour combien de temps?

Les nouveaux courants laïques tiennent autant à l'autonomie de la conscience qu'à l'autonomie du politique et des institutions publiques et, partant, n'accordent pas de crédibilité au discours moral sur lequel l'Église s'est repliée après avoir perdu ses appuis structurels dans les institutions sociales. Certains pouvoirs anciens ou nouveaux peuvent chercher et trouver à l'occasion un appui chez les chefs religieux, mais ce n'est qu'une caution passagère sans poids véritable dans la gestion courante de la chose publique et dans les décisions politiques. À ce chapitre, les milieux de l'Église entretiennent d'innocentes illusions. La privatisation de la religion et de l'Église elle-même est de plus en plus évidente. Et cela accentue **l'affaiblissement du pouvoir religieux et de la religion elle-même.**

accentue l'affaiblissement du pouvoir religieux et de la religion elle-même. Et cela

Plusieurs

Plusieurs pertes de crédibilité s'emboutissent ici les unes les autres: crédibilité politique, culturelle, intellectuelle et morale. Certes, plusieurs Québécois retrouvent un regard plus serein sur leur héritage historique et religieux, mais celui-ci n'a pas véritablement d'impact sur leurs styles et objectifs de vie. En ce sens, le pouvoir de l'Église appartient surtout à l'ancien régime.

Cette contre-hypothèse de l'exil du religieux et du pouvoir religieux trouve donc bien des appuis dans la rupture historique abrupte et rapide de la chrétienté québécoise comme dans l'évolution culturelle, sociale et politique récente. Mais est-ce là un exil provisoire? De toutes les «fibres» humaines, la religieuse est une des plus vivaces et coriaces: l'hypothèse de départ l'a rappelé. En fait, aucune des deux hypothèses envisagées jusqu'ici n'est satisfaisante.

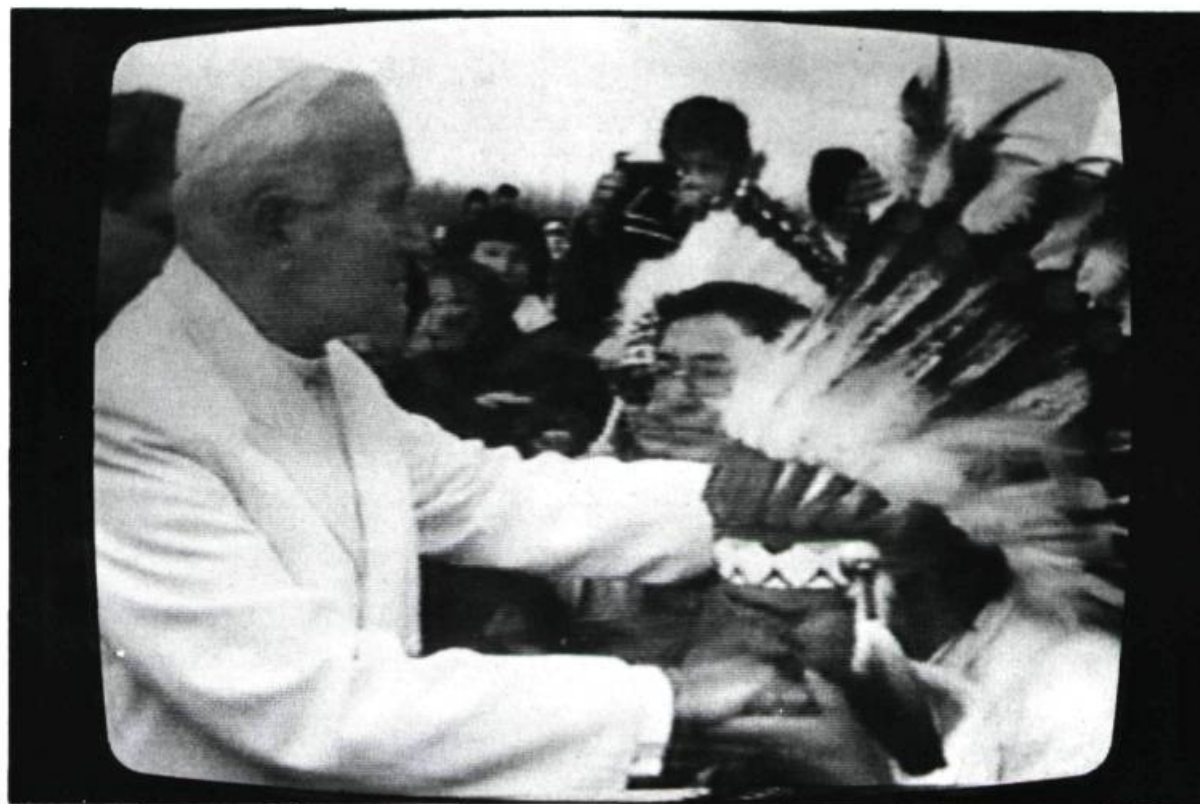


NOUVELLE DYNAMIQUE D'UN NON-POUVOIR

Ce que l'Église d'ici a perdu en pouvoir, elle l'a gagné en liberté évangélique. C'est cette même liberté qui lui permet d'être entendue à nouveau, mais cette fois sur des terrains non rentables en termes de pouvoir. Comme ailleurs, dans les pays occidentaux du Nord, une Église plus évangélique devient signe de contradiction. Elle épouse des «causes», redisons le mot: «non rentables» politiquement, surtout quand elle prend parti pour les tiers exclus des grands rapports de force.

Avec ses moyens, ses ressources, son personnel et ses adhérents de plus en plus limités, l'Église ne peut pas se présenter comme un pouvoir important ou même comme un contre-pouvoir qui a du poids. Plutôt un non-pouvoir, à la manière du Christ qui a refusé la logique de la puissance, «au désert» de l'exil comme au cœur de la cité.

Cette situation de non-pouvoir peut entrer en connivence avec tous les sans-pouvoir pour en appeler à **des solutions de dépassement**. En effet, c'est souvent à partir des tiers qu'on est confronté à de véritables solidarités de société. N'est-ce pas le principal défi des prochaines années? Une certaine modernité a débouché sur une situation d'*a-société* livrée à une pure logique d'individu et à un retour de la loi du plus fort. Et l'État est de plus en plus impuissant, même dans son rôle d'arbitre des divers corporatismes en lutte.



Une sorte d'incroyance politique a succédé à la croyance du «tout est politique». Ironie historique, le politique connaît l'exil à son tour. Mais c'est au profit d'un jeu de forces qui a peu d'empathie pour les non productifs, pour les plus faibles. Une Église qui prendra fait et cause avec eux et pour eux, dans un tel contexte, n'évitera pas les procès du pouvoir, mais elle se sera placée clairement du côté du non-pouvoir. Cette nouvelle crédibilité pourrait avoir paradoxalement une portée sociale et politique si l'Église joue, en son propre sein, les mêmes cartes que lui commande l'Évangile. Elle ne peut défendre les exclus de la société et, en même temps, en créer à partir d'elle-même.

Ce qui est en jeu ici, c'est le courant prophétique du christianisme, à la source de bien des «sauts qualitatifs» de libération, d'humanisation, de civilisation; sans compter l'action de l'Esprit qui ouvre sans cesse des terres nouvelles et des cieux nouveaux à même les inédits de l'histoire pour les amener gracieusement à des dons et des horizons inattendus. Sans un tel courant, le pouvoir religieux devient un en soi, un Ordre en soi incapable de distance critique sur lui-même; un pouvoir incapable de penser autrement ou même d'écouter ceux qu'il commande. Une idole, quoi... qui se substitue à Dieu et aux hommes!

Jacques Grand'Maison
Faculté de théologie
Université de Montréal